

Repolitiser l'Europe

Avec la mondialisation économique, la politique (c'est-à-dire la capacité d'agir pour les citoyens) a perdu, au cours des dernières décennies, sa marge de négociation face aux marchés (c'est-à-dire face aux oligarques).

Elle ne pourra la reconquérir que par un regroupement à un niveau supranational : pour nous, l'Union européenne.

Car il y a bien une identité européenne, façonnée par la géographie (même si les limites ne sont pas faciles à tracer...) et par l'histoire.

Mais aujourd'hui, alors que les décisions déterminantes sont prises à l'échelon européen, le débat politique se cantonne au niveau national : le Président feint de gouverner, mais les choses lui échappent...

Et au niveau européen, le débat politique se noie au sein de « grandes coalitions », les choix essentiels sont gommés par les habitudes technocratiques et la volonté de compromis, les lobbies (c'est-à-dire les oligarques) imposent leurs volontés. Nul « grand dessein » ne se dessine.

Il faut repolitiser l'Europe. Il faut passer de la monnaie commune à l'union politique.

L'indispensable transfert de souveraineté à un niveau européen requiert un contrôle démocratique, donc une inflexion de la balance en faveur du Parlement européen. Il faut multiplier les débats citoyens au niveau européen. Les médias, les associations, les partis, ont un rôle essentiel à jouer en ce sens. Et les citoyens doivent pouvoir être assurés que l'Union européenne ne se transformera pas en un redoutable super-Etat, qui, déjà dans leur sphère nationale, a atteint un niveau dangereux pour la liberté et l'égalité.

Il peut paraître surprenant de plaider pour un renforcement de l'Union européenne, tant celle-ci fait figure de Père Fouettard, en raison de la politique ultralibérale qu'elle mène : austérité, déflation, chômage de masse, coupes budgétaires, attaques contre les services publics... C'est cette politique, au service des oligarques, qui pousse une partie des peuples à se tourner vers les solutions illusoirement prêchées par les sirènes nationalistes (FN, UKIP, ...).

Quelle idée calamiteuse, que de choisir comme président de la Commission celui qui fut entre 1995 et 2013 premier ministre du Luxembourg, ce pays qui a organisé un vaste système d'évasion fiscale au profit des multinationales (Apple, Amazon, Ikea, Axa...) ! Ou de confier la culture au Hongrois Tibor Navracsics, qui, comme ministre de Viktor Orban, a été le fer de lance de la mise au pas de la justice, de la restriction des libertés publiques, et de la quête nationaliste obsessionnelle des origines et de la pureté magyares, laquelle rappelle de sinistres précédents...

Alors que l'Europe devrait se montrer généreuse à l'égard des migrants qui fuient la misère et la guerre, et que l'immigration devrait être perçue comme faisant partie de la solution plutôt que du problème, on apprend qu'elle se cantonnera au minimum pour sauver les migrants. L'opération « Mare Nostrum », qui avait permis à l'Italie de sauver quelque 150 000 personnes en Méditerranée grâce aux patrouilles de ses navires dans les eaux internationales, sera remplacée par l'opération européenne « Triton », beaucoup plus faiblement dotée en moyens, et surtout orientée vers la surveillance.

Difficile de trouver des raisons d'espérer dans ce contexte. On se réjouira d'autant plus des rares « bonnes nouvelles ».

La Banque centrale européenne devient le supergendarme des banques. Cela devrait permettre d'éviter de nouvelles crises bancaires, telles que celles qui ont frappé l'Irlande, la Grèce et Chypre, entre 2010 et 2012. En cas de faillite, pour éviter que l'argent des contribuables ne soit mobilisé, les actionnaires et les créanciers seront les premiers à devoir mettre la main à la poche.

La désignation de Junker comme président de la Commission marque (paradoxalement) un léger progrès démocratique : il a été choisi parce qu'il était le candidat du parti arrivé en tête aux élections de mai, puis élu par le Parlement, et non plus seulement approuvé, comme auparavant. Cela donne à la Commission une légitimité, et rééquilibre le rapport de force avec le Conseil : la Commission ne peut fonctionner sans la réunion des chefs d'Etat, mais elle est aussi, désormais, liée avec le Parlement par une sorte de contrat – en l'occurrence, le programme politique de M. Junker. Et il s'est trouvé 32 eurodéputés du groupe social-démocrate qui ont refusé de l'adouer.

Le carcan des traités n'empêche pas d'infléchir l'Union européenne vers une plus grande intégration. Aller vers un système fédéral européen en matière d'imposition des sociétés pourrait être un bon moyen d'avancer. En commençant par la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie (qui à eux quatre représentent 52 % du PIB de l'Union, et qui seraient suivis par le Benelux, le Danemark, la Finlande...). Cela mettrait un terme à la course au moins-disant fiscal. Et apporterait des ressources pour améliorer les prestations sociales.

Bonnes nouvelles

Rosetta, une réussite européenne. Le programme de sonde européenne Rosetta a réussi à déposer un robot à la surface de la comète Tchourioumov-Guérassimenko. Cet exploit marque le succès d'un projet ambitieux, qui cherche à percer l'évolution du système solaire depuis sa naissance, lancé, dès 1984, par l'Agence spatiale européenne (ESA) [Roger-Maurice Bonnet, *Le Monde*, 13 novembre].

L'échec de l'islam politique. « Le djihad, c'est la conséquence de l'échec de l'islam politique ! Aucun mouvement islamiste n'est capable de gérer un Etat de manière islamiste. En Tunisie, en Egypte, ils ont eu le pouvoir et ont dû partir. L'Iran est le seul endroit où ce type d'Etat a pu tenir, mais les mollahs ont fabriqué malgré eux la société la plus séculière de tout le Moyen-Orient.

[Qui sont les djihadistes ?] 2000 Egyptiens pour 80 millions d'habitants. Pas mal de jeunes Tunisiens, parce qu'ils n'ont plus de place dans une Tunisie démocratique, ils vont faire les cons en Irak. Et chez nous, beaucoup de jeunes marginaux, dont un quart de convertis. A l'inverse, 15 % de l'armée française, une armée qui mène des missions dans des pays musulmans, est composée de jeunes d'origine musulmane. » (*Le politologue Olivier Roy, dans Télérama du 5 novembre, qui donne aussi cette information surprenante : « le nombre de morts liés à la guerre diminue depuis trente ans ! »*). « Ce qui se passe en Irak et en Syrie est le prolongement de l'Afghanistan. Plus largement, on est dans une crise tectonique des confins du Moyen-Orient. Du Caucase jusqu'au Tibet, les conflits se multiplient. Après 80 années de stabilisation, entre autres par le système communiste, tout cet espace compris entre l'empire tsariste et l'empire ottoman est de nouveau en crise. Le djihadisme prend dans les marges de ces deux anciens empires ». (*Le Monde*, 11 octobre).

Opération transparence sur la fiscalité mondiale. 49 pays s'engagent à transmettre automatiquement les données fiscales sur les contribuables du monde entier dès 2017. Parmi eux, figurent des Etats ou des territoires qui s'étaient jusqu'à présent accrochés à leur secret bancaire, tels le Luxembourg et l'Autriche, ou des centres financiers offshore critiqués pour leur opacité, comme les îles Vierges britanniques, les Caïman, les Bermudes ou Jersey... Ces pays rejoignent 51 autres pays qui avaient déjà adopté l'échange automatique. Les négociations ont été menées sur l'instigation de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), et sous l'impulsion des Etats-Unis, précurseurs en matière d'échange automatique (imposé au reste du monde) avec leur loi « Fatca ». Par ailleurs, le sujet de l'optimisation fiscale des **entreprises** devra progresser... (*Le Monde*, 30 octobre).

Coup de chapeau à don Luigi Ciotti contre la Mafia. Le prêtre a créé l'association Libera qui a organisé à Rome, du 24 au 26 octobre, des Etats généraux pour faire le point sur la lutte contre le crime organisé. En 1996, il avait réussi à faire voter une loi sur « les biens confisqués à la mafia ». Depuis, 12 946 biens immobiliers ont été confisqués. Ainsi, la villa de Toto Riina est-elle devenue la caserne des carabinieri ; une coopérative agricole a été édifiée sur une oliveraie confisquée à un parrain... Don Ciotti voudrait que la législation italienne sur les biens confisqués devienne une législation européenne. « Si les mafias sont au Sud, l'argent, lui, est au Nord. C'est là que le fruit du racket et du trafic se réinvestit ». (*Le Monde*, 25 octobre).

Climat

L'Union européenne s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici à 2030, par rapport à 1990. La part des énergies renouvelables devra être portée à 27 % (elle est aujourd'hui de 12,7%). 27 % d'économies d'énergie devront être réalisées. Mais seul le premier objectif sera contraignant au niveau de l'Union et au niveau de chaque Etat. En revanche, l'objectif des énergies renouvelables ne le sera qu'au niveau de l'Union. Enfin, celui de l'efficacité énergétique ne le sera à aucun niveau. Objectifs « bien en deçà de ce qui pourrait être fait par l'Europe pour combattre le changement climatique », selon les Amis de la Terre. (*Le Monde*, 25 octobre).

Les Etats-Unis et la Chine s'engagent à réduire leurs émissions. A l'origine de 40% des émissions de gaz à effet de serre, les deux principaux pollueurs ont conclu un accord où ils s'engagent à travailler ensemble à un accord mondial légalement contraignant en 2015. Les Etats-Unis réduiront leurs émissions de 26 % à 28 % d'ici 2025 par rapport à 2005. En Chine, les énergies propres comme le solaire et l'hydroélectricité atteindront 20 % de la production énergétique d'ici 2030. L'objectif affiché est de limiter le réchauffement à 2 ° C d'ici la fin du siècle. (*Le Monde*, 13 novembre).

... Mais la consommation mondiale d'énergie va croître de 37 % d'ici 2040. Selon l'Agence internationale de l'énergie, aucune pénurie ne se profile à l'horizon 2040. En conséquence, les émissions de gaz à effet de serre vont continuer à grimper, et la température va à augmenter de 3,6 ° C d'ici à 2100. Un scénario catastrophique. Les énergies fossiles restent ultra-subsventionnées. Dans le monde, les aides publiques en leur faveur ont atteint 441 milliards d'euros en 2013, selon l'AIE, soit quatre fois plus que celles en faveur des renouvelables, comme le photovoltaïque et l'éolien.

Le prix du pétrole est en chute libre (il est passé de 106 \$ le baril en août 2014 à 81 \$ en novembre). Cela est dû pour une large part à la production massive aux Etats-Unis de gaz et pétrole de schiste. A ce prix, la rentabilité est compromise pour la plupart des pays producteurs (Venezuela, Iran, Irak, Russie, Angola, Arabie Saoudite). (*Le Monde*, 13 novembre).

Justice et mémoire

Le poignard du lieutenant tortionnaire Le Pen entre au musée des moudjahidine d'Alger. Il l'avait laissé dans la maison d'Ahmed Moulay, après lui avoir fait subir le supplice de l'eau puis de l'électricité, puis l'avoir assassiné d'une rafale de mitraillette, dans la nuit du 2 au 3 mars 1957. Sur le fourreau du poignard, on peut lire distinctement : « JM Le Pen, 1^{er} REP » (*Le Monde*, 31 octobre).

Mexique

Un Etat gangrené par les cartels de la drogue. L'utilisation de l'armée contre le narcotrafic, sous la présidence de Felipe Calderon (droite libérale), entre 2006 et 2012, a accentué la fragmentation et la guerre sans merci entre cartels, toujours plus sanguinaire. Elle s'est traduite, dans cette seule période, par plus de 70 000 morts, et quelque 22 000 disparus. Nombre de Mexicains espéraient que le retour au pouvoir du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) permette de juguler l'hydre. Quelques succès ont été enregistrés. Des « parrains », dont le principal d'entre eux, Joaquim Guzman, dit El Chapo, ont été arrêtés ou éliminés. Mais l'appareil étatique et l'ensemble du système politique sont gangrenés en profondeur. Les deux tiers des municipalités sont infiltrées par les cartels.

Les élèves-enseignants de l'école normale d'Iguala, dans l'Etat de Guerrero, l'un des plus pauvres et violents du Mexique, organisaient des actions pacifiques pour lutter contre les accords de libre-échange qui menacent leur monde agricole, et contre les restrictions budgétaires imposées par le gouvernement. Le massacre de 43 d'entre eux, en septembre, dernier en date d'une longue série de crimes ultraviolents, provoque un soulèvement dans tout le pays (même si cette indignation reste pour le moment sans débouché politique). Les commanditaires de ces assassinats, le maire d'Iguala et son épouse, ont été arrêtées. Ils étaient liés au cartel Guerreros Unidos, dont les tueurs étaient reconvertis en policiers municipaux. Le gouverneur de Guerrero et le ministre régional de la santé ont démissionné. Une nouvelle mobilisation nationale est annoncée pour le 20 novembre. (*Le Monde*, 23 octobre, 4, 7, 9, 12, 14 novembre).

Grande Bretagne

Les formes nouvelles de l'esclavage. Le « contrat zéro heure » est un contrat de travail qui ne garantit aucun montant minimum d'heures (ni de salaire) aux employés. Lorsque l'employeur a besoin de main d'œuvre, il appelle l'employé. Si, en cours de route, la commande a changé, un SMS l'informe que sa « mission » est annulée. L'employé est payé à l'heure et ne sait jamais à l'avance combien d'heures il va travailler. Les contrats contiennent une clause d'exclusivité interdisant au salarié de travailler ailleurs. En janvier, l'Office britannique des statistiques a recensé 1,4 million de ces contrats. Grâce à quoi le taux de chômage a baissé de deux points entre juin 2011 et juin 2014. 90 % des 83 000 employés de McDonald's sont sous ce régime. (*Le Monde*, 26-27 octobre).

France

Bercy renonce à la taxation des dividendes. Certains dirigeants d'entreprise choisissent de se verser, à eux ou à leur famille, des dividendes plutôt que des salaires. Cette pratique permet de verser des rémunérations soumises uniquement aux prélèvements sociaux sur les revenus du capital, à hauteur de 15,5 % et non à l'ensemble des cotisations sociales, qui se situent autour de 35 %. Pour lutter contre cette « optimisation » fiscale, sur proposition du député PS Gérard Bapt, l'Assemblée a voté un amendement au projet de loi de financement de la Sécurité sociale, amendement qui prévoit de soumettre ces dividendes au paiement de cotisations sociales.

Cet amendement a déclenché la colère du patronat, qui a trouvé un relai précieux en la personne du ministre de l'économie, M. Macron. Le gouvernement retire cet amendement... (*Le Monde*, 1-2-3 novembre).

... et prévoit d'exonérer d'impôts tous les organisateurs d'événements sportifs internationaux. Cette exonération fiscale était une condition fixée par l'UEFA, instance dirigeante du football en Europe, pour que l'Euro 2016 de football se passe en France, et avait fait l'objet en 2010 du ministre du budget de l'époque, François Baroin. Le choix du gouvernement d'instituer un régime dérogatoire qui pourra s'appliquer à l'ensemble des grands événements sportifs internationaux (comme les Jeux Olympiques de 2024) suscite de vives réserves, au sein même de la majorité (Karine Berger, Yann Galut, Pascal Cherki, ...)(*Le Monde*, 14 novembre).

Braderie des biens communs : l'aéroport de Toulouse-Blagnac bientôt vendu à la Chine ? Un consortium sino-canadien propose 300 millions d'euros pour acheter à l'Etat 49,9 % de l'aéroport. Son objectif serait de faire de la plate-forme régionale un hub pour le trafic entre l'Europe et l'Asie, en détournant sur la Ville rose une part des 100 Millions de Chinois qui voyagent chaque année. (*Le Monde*, 11 novembre).

Un pactole pour les actionnaires d'Alstom. A l'occasion de la vente d'Alstom à l'américain General Electric, les propriétaires du groupe vont se partager près de 4 milliards d'euros, soit la moitié de ce que doit rapporter l'accord avec GE. « Le casse du siècle, un hold-up déguisé », dénonce le délégué CGT. La Bourse applaudit. (*Le Monde*, 14 novembre).

Notaires. Les notaires ont la possibilité de présenter un successeur. Cette règle, qui remonte à la Restauration (1816), viole-t-elle le principe d'égalité d'admissibilité aux « dignités, places et emplois publics », énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ? Non, dit étonnamment le gouvernement devant le Conseil constitutionnel, appelé à en juger. Le nombre de diplômés étant très supérieur au nombre de désignations, la sélection obéit à des choix arbitraires et débouche sur une surreprésentation des descendants de notaires dans la profession. Survivance de la noblesse de robe ? (*Le Monde, 11 novembre*).

Les notaires ont le monopole des transactions immobilières, et leur appliquent un tarif proportionnel. L'informatique leur a permis de réaliser des économies importantes sur le coût des actes, mais dans le même temps les montants des transactions ont flambé. Résultat : leur rémunération a augmenté de 108 % à prix constants entre 1981 et 2011 (et le bénéfice moyen par notaire de 61 %). Les notaires français sont parmi les plus coûteux de l'Union européenne (*Alternatives économiques, novembre*). Rappelons que le revenu mensuel médian des notaires atteint la bagatelle de... 13 284 € !

Bonne retraite, M. Mestrallet ! Le PDG de GDF Suez percevra 831 641 € par an au titre de sa retraite complémentaire (soit 28 % de sa rémunération de référence), qui viendront s'ajouter aux autres régimes de retraite. « Cela choque, je le comprends », a indiqué M. Macron. Cette retraite chapeau avait été votée en septembre 2011 avec le soutien du gouvernement Fillon (l'Etat détient 33 % du capital), et elle est conforme au « code de bonne conduite » (!) Afep-Medef. (*Le Monde, 12 novembre*).

Le prochain congrès du PS aura lieu en juin 2015. Hollande et Valls souhaitaient une date plus tardive, mais la pression a été trop forte de la part des différentes sensibilités du PS qui réclament une clarification de la ligne du parti. Cambadélis souhaiterait préserver les équilibres internes issus du précédent congrès, soit une aile gauche minoritaire face à un axe gouvernemental le plus large possible. Ce n'est pas gagné. « Si après les élections départementales, Hollande continue avec Valls une politique qui ne réunit pas la gauche socialiste, on s'expose à un congrès d'affrontement violent. Si le Président en tire au contraire les conséquences et engage un troisième temps du quinquennat qui rassemble tout le monde, le congrès pourra bien se passer », prédit un responsable du PS (*le Monde, 15 novembre*).

Courrier des lecteurs

H.N. : Pourquoi François Hollande a-t-il fait le choix de Manuel Valls et d'une politique qui va à l'encontre du discours (mon ennemi c'est la finance) qui lui a permis d'être choisi lors des primaires socialistes (alors que Valls, qui présentait plus "honnêtement" le programme qu'il applique aujourd'hui, n'avait recueilli que 5% des suffrages) ?

Mais tout simplement parce que le peuple (ou plus exactement les électeurs qui se rendent aux urnes) contrairement à ce que vous semblez penser et à ce que nous "voudrions", ne souhaite pas une politique radicale et de gauche. C'est certainement difficile à comprendre car l'intérêt objectif de la grande majorité des Français n'est sans doute pas que les services publics s'affaiblissent, que l'impôt sur le revenu et sur la fortune soit moins lourd pour les plus riches, que l'entrée sur le marché du travail soit si difficile pour les jeunes, que les salaires soient la seule variable d'ajustement pour une baisse des prix au niveau d'un marché devenu planétaire, que la lutte contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources ne soit pas la priorité des priorités ... mais c'est la réalité politique du moment.

Hollande ne fait que coller aux attentes de la grande majorité des Français. Les mécontents se réfugient, avant tout, dans l'abstention (ils ne croient plus à la démocratie et aux hommes et femmes qui la représentent comme élu(e)s), et dans une moindre mesure encore, dans un vote pour le FN de Marine Le Pen dédramatisé (l'ennemi est l'étranger qui veut s'installer chez nous). Comment aller chercher ce peuple-là ?

Même les nouvelles formes de contestation (néo-paysans, zadistes, indigné(e)s ...) ne se réfèrent plus aux idéaux traditionnels de la gauche dite radicale tant l'individualisme et le rejet du communisme à la soviétique ont colonisés les esprits.

Bonté, bienveillance, empathie sont des termes devenus à la mode, comme une recherche de solution pour une nouvelle voie. Sans doute le chemin sera long pour parvenir à des sociétés de tolérance, de bien être dans la sobriété et la solidarité et de respect de la nature. Je voudrais emprunter cette voie mais je ne la vois pas encore !

T.V. Tout va tellement vite... Dans le mauvais sens. Mes chiffres sont déjà dépassés. Avec la récente révision de l'évaluation des fraudes sociales, nous en sommes maintenant à 100 milliards de manque de recettes fiscales du fait des différentes fraudes, sans comptabiliser la contrebande ni le travail clandestin estimé à 10 voire 15% du PIB. Il reste à revisiter le coût réel des niches fiscales estimées en 2010 à 146 milliards sur les chiffres de 2008 et qui semblent néanmoins en baisse. Soyons heureux, nous sommes immensément riches et pouvons faire face au chômage, à la réhabilitation des services publics et si nous envisageons la récupération des sommes fraudées légalement et illégalement par le passé, nous pourrions certainement même envisager sereinement les investissements nécessaires à la transition écologique et d'aider les pays les plus pauvres. Le seul problème c'est que tout ce fric, il faut ressortir les fourches populaires pour aller le chercher et dresser un grand nombre de tribunaux, qui auront le grand mérite de pouvoir garnir la Sibérie et la Mongolie extérieure par tous les goulags qu'ils vont nécessiter... :o)

J'ai en effet bien peur qu'il faille une explosion sociale comme celle des printemps arabes pour tout mettre à terre, avec le même risque de voir le mouvement récupéré et la révolte volée.

N.T. : Voici un lien sur notre nouveau projet de véhicule non-polluant:

<http://www.kisskissbankbank.com/fr/projects/cycloSPACE-xxl>

Il y a dix ans dans CMM

Oui à l'Europe

Oui, conçue après les guerres de 14-18 et de 39-45 qui ont ensanglanté l'Europe, l'idée de la construction européenne est une grande idée.

Oui, après que se soient écroulées les dictatures fascistes de Franco, Salazar et des colonels grecs, l'adhésion de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce y consolident définitivement la démocratie.

Oui, après la chute du mur de Berlin, l'adhésion des pays d'Europe centrale efface le partage de Yalta et garantit leur indépendance retrouvée.

Oui, dans un monde de violence, où la menace de la barbarie est omniprésente, nous partageons en Europe les valeurs de la démocratie, de la laïcité, des droits de l'homme.

Oui, dans un monde économique qui se rétrécit, pour faire face à la concurrence internationale, il faut construire un vaste marché européen.

Oui, il faut que la construction européenne, à 25 Etats aujourd'hui, à plus encore demain, se dote d'institutions qui lui permettent de fonctionner.

Mais était-il nécessaire d'inclure dans le projet de traité constitutionnel la partie III, qui grave dans le marbre d'une constitution les choix politiques formalisés dans les traités successifs (Rome, Acte unique, Amsterdam, Nice) ?

Qui institutionnalise la concurrence comme voie essentielle d'allocation des ressources (les services publics sont uniquement tolérés dans le cadre contraignant du respect de la concurrence, et menacés de saisine de la cour de justice en cas de « situation privilégiée » sur le marché) ?

Qui interdit explicitement l'harmonisation progressive des droits sociaux ou de la fiscalité ?

S'ils se prononcent en faveur du traité, les citoyens ou les Parlements fixeront le cadre contraignant des politiques européennes et donc nationales, puisque la majeure partie des lois votées par les Parlements ne sont que la transposition des décisions prises au niveau communautaire. Il pourra bien y avoir des alternances politiques dans tel ou tel pays, mais elles ne pourront s'exercer que dans le respect des normes du traité, ce qui exclut toute alternative de caractère économique, budgétaire et monétaire.

Voilà pourquoi il faut dire

Non au projet de traité constitutionnel

Sur le site <http://local.ATTAC.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.ATTAC.org/attac92/spip.php?rubrique152>, les numéros à partir de 90 (novembre 2011), ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.